

L'hygiénisme en embuscade

La sécurité de l'approvisionnement a toujours constitué une préoccupation des autorités et de nos concitoyens. Cette attention s'est accrue ces dernières années, et l'on a vu les États réévaluer leurs dépendances, repenser les circuits logistiques, multiplier les stocks stratégiques. Les crises sanitaires, les guerres militaires et commerciales, les aléas climatiques rappellent sans cesse l'importance d'assurer les approvisionnements nécessaires à un pays non seulement pour des raisons économiques, mais aussi pour satisfaire directement les demandes de la population.

Au premier rang des besoins fondamentaux figure l'alimentation. En Suisse, la question prend une tournure particulière. Le territoire est à haute densité urbaine, l'espace agricole limité, et notre pays connaît un faible niveau d'autosuffisance alimentaire: notre agriculture produit

moins de la moitié de ce que nous consommons. Cette dépendance rend la Suisse sensible aux perturbations nées des instabilités géopolitiques, et plus largement aux fluctuations des marchés mondiaux.

Ce sont toutes ces considérations qui paraissent avoir inspiré les auteurs de l'initiative «Pour une alimentation sûre», mais c'est en bonne partie un leurre. Le titre annonce l'objectif, qui est de parvenir à un taux d'autoapprovisionnement d'au moins 70%. En soi, il semble que cela soit possible. Durant la Seconde Guerre mondiale, on y était d'ailleurs parvenu, sous la contrainte du rationnement et dans un contexte de pénurie généralisée. L'une ou l'autre étude paraît même montrer que la Suisse pourrait parvenir à nourrir toute sa population. Le levier essentiel pour y arriver consisterait à orienter la production agricole essentiellement vers les denrées

alimentaires végétales, au détriment de la production animale (viande, œufs, produits laitiers).

Une orientation stratégique de ce type aurait des effets sur l'exercice même de l'agriculture en Suisse. Les contraintes agronomiques seraient importantes. De larges surfaces agricoles sont constituées d'herbages qui ne peuvent être valorisés que par l'élevage et qui s'avèrent impropres aux cultures végétales destinées à l'alimentation humaine. Surtout, la mise en œuvre d'une telle stratégie implique nécessairement une transformation profonde des modes de consommation de la population. Car si les habitudes alimentaires des gens devaient ne pas s'adapter à une production réorientée (si vous souhaitez qu'un morceau de fromage vienne égayer votre pain de seigle, pour illustrer la chose), on aboutirait à une impasse. En agriculture comme pour

n'importe quelle activité économique, toute production doit répondre à une demande.

Si on l'analyse jusqu'au bout, l'initiative populaire entraîne inmanquablement une réglemmentation de l'alimentation de la population, une sorte de Plan Wahlen permanent – un véganisme obligatoire, forcément, sans quoi tout l'édifice s'effondrerait. Cela revient à se demander si nous souhaitons nous accabler de mesures coercitives et hygiénistes, d'ailleurs moins pour diminuer la vulnérabilité du pays que pour accomplir une part de la transition écologique.

Avec la contrainte, et tout autant si vous vous contentez de vivre en théorie, tout est toujours possible.



Christophe Reymond

Directeur
du Centre patronal